

## La Suède débat de l'impact économique des réfugiés

**L'accueil de 163 000 demandeurs d'asile en 2015 a gonflé la croissance. A long terme, l'enjeu est leur intégration sur le marché du travail**



**L**e sujet est sensible, et il soulève un vif débat en Suède : quel impact économique auront les milliers de réfugiés qui s'installent sur son sol ? Pour certains observateurs, ils sont un fardeau qui pèsera longtemps sur les finances publiques. Pour d'autres, ils contribuent déjà au dynamisme de l'économie suédoise. Les statistiques officielles publiées jeudi 20 octobre semblent plutôt leur donner raison : le taux de chômage est tombé à 6,9 % en septembre, en recul de 0,3 point sur un an.

*"Les réfugiés ont eu un impact positif sur le produit intérieur brut de 2015"*, assure Ola Pettersson, chef économiste de LO, la confédération des syndicats suédois. De fait, l'économie du royaume a crû de 4,1 % l'an dernier. La hausse de 0,3 point de PIB des dépenses publiques destinées à la prise en charge des réfugiés a stimulé la demande intérieure. Pour accueillir les migrants, les municipalités ont aménagé des logements, augmenté leurs achats de nourriture et de biens de première nécessité. *"Cela a aussi dopé les emplois dans les secteurs concernés, comme l'aide à la personne"*, estime Hans Lind, économiste à l'Institut royal de technologie de Suède.

Et ce, alors que le pays des fjords a profité, par ailleurs, de vents économiques particulièrement favorables. La politique accommodante de la Banque de Suède a tiré le cours de la couronne suédoise vers le bas face aux autres devises. De quoi soutenir les exportations. Mais aussi, les emprunts immobiliers des ménages, et par ricochet, le secteur du bâtiment. *"Le pays souffre d'une pénurie de logements depuis des années, notamment à cause des réglementations contraignantes"*, précise Nils Karlson, économiste à l'institut de recherche Ratio, à Stockholm.

### Conditions d'accueil durcies

Sur le court terme, l'effet positif des réfugiés fait donc peu de doutes, même s'il n'est pas le principal facteur des bons chiffres de 2015. Les économistes sont en revanche plus divisés sur l'impact de long terme. *"C'est une bombe à retardement"*, prévient Johan Javeus, de la banque SEB. *"Les migrants seront une source de coûts, car ils peineront à intégrer le marché du travail"*, redoute M. Karlson. Ce que réfute Lars-Fredrik Andersson, de l'université d'Umea : *"Toutes les études prouvent plutôt que sur la durée aussi l'immigration est positive pour l'économie"*, dit-il.

Pour comprendre de quoi il retourne, il convient d'abord de rappeler que le royaume et ses 9,8 millions d'habitants ont accueilli 163 000 demandeurs d'asile en 2015. Un afflux considérable, difficile à gérer. Et qui a fini par convaincre le gouvernement de centre gauche de rompre, douloureusement, avec la généreuse tradition d'asile suédoise.

Fin 2015, il a ainsi rétabli les contrôles d'identité systématiques aux frontières et resserré les conditions d'accueil, si bien que le nombre de nouveaux entrants devrait chuter à 35 000 pour 2016. Mais pour bien faire les choses, le gouvernement a également augmenté les dépenses allouées à l'intégration des réfugiés déjà présents. En 2017, près de 25 milliards de couronnes (2,5 milliards d'euros) leur seront consacrées. Un coût qui devrait être plus que compensé par l'effet positif sur la richesse future, juge le Fonds monétaire international, dans une étude publiée sur le sujet début 2016. Selon l'institution, le PIB suédois pourrait être de 0,5 à 1,1 point plus élevé que ce qu'il aurait été sans les réfugiés en 2020. A condition que leur intégration sur le marché du travail soit réussie.

En la matière, *"les mesures de formation des adultes peu qualifiés et la prise en charge des 35 000 enfants arrivés seuls dans notre pays seront déterminantes"*, explique Sandro Scocco, chef économiste d'Arena, un think tank suédois de centre gauche. M. Andersson et lui se sont penchés sur les précédentes vagues d'immigrants arrivées en Suède depuis 1950, notamment les populations d'ex-Yugoslavie venues dans les années 1990. Leurs résultats sont éclairants.

### "Investissements soutenus"

Selon eux, il faut en moyenne sept ans pour que le taux d'emploi des arrivants converge vers celui des Suédois. *"Au-delà, les différences s'estompent : depuis 1950, les immigrants ont contribué à 85 % de la croissance de l'emploi"*, expliquent-ils. *"Ils paient des impôts, participent à la production de richesse, équilibreront le bilan démographique."* Selon leurs calculs, la contribution nette de l'immigration à l'économie suédoise ces soixante-cinq dernières années est de 900 milliards de couronnes.

*"Peut-être, mais les migrants de 2015 sont en moyenne moins diplômés que ceux des vagues précédentes"*, nuance M. Karlson, également inquiet de la montée du parti SD, l'extrême droite suédoise, en réaction à l'arrivée des demandeurs d'asile. *"Il est vrai qu'en dépit de notre longue expérience de l'immigration le défi est cette fois d'une ampleur plus grande, et nécessitera des investissements soutenus"*, reconnaît M. Pettersson.

**Marie Charrel**

▼ 21 %

C'est la part moyenne des dépenses sociales publiques (retraites, prestations maladie, familiales, indemnités chômage...), en 2016, dans le produit intérieur brut des 35 pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques, selon une étude présentée jeudi 20 octobre par l'organisation. La France affiche les dépenses sociales les plus élevées (31,5 % du PIB), suivie par les pays nordiques, comme la Finlande (30,8 %) ou la Suède (27,1 %).

[-] fermer

© Le Monde

◀ **article précédent**

Suez envisage 600 suppressions de postes...

**article suivant** ▶

Couvrez ce sein que Facebook ne saurait...